

La lettre Valloire

Sommaire

Argan cède une plateforme orléanaise à CBRE Global Investors

Figarol investit à St-Pierre-des-Corps 2
Racheté par Linamar, Montupet investit à Diors 2

Investissements annoncés chez AR Industries 3

Le chiffre d'affaire de Plastivaloire bondit 3

Le site DHL de Meung-sur-Loire bénéficie du contrat Dyson 4

French tech : Le Lab'O et Mame ouvrent en avril 6

La Région en vraie patronne du développement économique

La Région s'est donné jusqu'à la fin de l'année pour définir les orientations de sa politique économique et organiser sa mise en œuvre. Les interco, les consulaires et les financeurs seront associés. Les Départements beaucoup moins... Une page du développement local se tourne.

D'ici à la fin de l'année, la Région aura tracé la feuille de route de sa politique économique, conformément aux nouvelles responsabilités que lui a confiées la loi NOTRe. Dix mois où elle va beaucoup consulter, échanger et proposer avant de soumettre aux voix de l'assemblée, courant

la Région Centre-Val de Loire a l'intention d'exercer pleinement les siennes. Exit les Départements, qui ne pourront intervenir que dans les domaines agricoles et, par délégation des intercommunalités, en accompagnement du foncier et de l'immobilier d'entreprises.

Le transfert de compétences pose naturellement la question de l'avenir du GIP Loire&Orléans Éco, créé en 2014 par les acteurs du Loiret (Adel, Département, Agglo d'Orléans, CCI, Udel/Medef, etc.). Qu'advient-il de cette agence de proximité, dont on a mesuré encore l'importance dans le dossier de l'implantation d'Ista (*lire page 5*) ?

" ON NE FERA PAS DE POLITIQUE RÉGIONALE AVEC SIX POLITIQUES DÉPARTEMENTALES



décembre, un schéma régional de développement économique, d'innovation et d'internationalisation (SRDEII).

Pour alimenter le contenu de celui-ci, elle organisera, de fin mars à mi-mai, six forums thématiques dans chacun des chefs-lieux de départements, suivi d'un septième, de synthèse, qui se tiendra probablement à Orléans dans le courant du mois de juin. Le législateur a clairement fixé les prérogatives de chaque niveau de collectivité et

Son horizon paraît bouché, le GIP possédant une seule véritable faiblesse, mais de taille, son particularisme. Car, si on excepte l'ADEI dans l'Indre et l'AD2T dans le Cher, aux emprises beaucoup plus modestes, le terrain du développement économique a été peu à peu déserté par les Départements : le Loir-et-Cher et l'Indre-et-Loire ont dissous leurs agences et l'Eure-et-Loir a sonné le glas de la sienne le 31 décembre dernier. Loire&Orléans Éco pourra-t-elle

24 février 2016 - n°654

Index

Alban Muller	4
Amega	3
Antea France	3
Apec	7
Approlys	8
AR Industries	3
Argan	2
BBV Imprimerie	5
BNP Paribas	7
Caisse d'Épargne Loire-Centre	4
Caisse des Dépôts	4
Centr'Achats	8
CNAV	6
Cap'Kiné	4
CBRE Global Investors	2
CLMTP	5
Daimler	2
Deshoulières	3
DHL	4
Durand	4
Dyson	4
Epac Systèmes	7
Epac Technologies	7
Faire Valoir	2
Figarol	2
Forma	6
ICF Environnement	3
Imega	3
IRH Environnement	3
IRH Ingénieur Conseil	3
Ista	2
Lazard	2
LGR Emballages	3
Linamar	3
Manufacture impériale	3
Matarese	5
Montupet	3
Orange	6
Oranjewood	3
Plastivaloire	3
Prévost Offset	3
Schlumberger	2
Spie Ouest-Centre	7
Touraine Caoutchouc	4

L'abonné, l'acheteur et l'utilisateur d'une publication ou d'un article sur support papier ou numérique, n'acquiescent qu'un droit d'usage (lecture par une ou plusieurs personnes, archivage à usage personnel et privé). Aucun droit de reproduction, sous quelque forme que ce soit (photocopie, scanner, copie numérique), n'est inclus dans l'acquisition de la publication ou de l'article, si ce n'est celui d'une copie unique destinée à un usage strictement personnel. Toute autre utilisation est donc soumise à accord préalable de l'éditeur. Toute utilisation non autorisée constitue une contrefaçon, délit pénalement sanctionné (jusqu'à 2 ans d'emprisonnement et 1 million d'euros d'amende).

exister sans les subsides départementaux, théoriquement proscrits à partir du 1^{er} janvier 2017 ? Probablement oui, mais avec une portée et un effectif réduits.

« *On ne fera pas de politique régionale avec six politiques départementales* », a redit Harold Huwart, le nouveau vice-président en charge du développement économique. Si la Région envisage, comme l'a souligné le président Bonneau, une gouvernance élargie « *aux intercommunalités, aux chambres consulaires et aux acteurs du financement comme la BPI ou la Caisse des Dépôts* », aucune allusion

n'est faite à une éventuelle coopération avec les Départements. Le front commun opposé à la Région par leurs six exécutifs et leur soutien sans ambiguïté au candidat Vigier n'incite peut-être guère François Bonneau au compromis.

D'ici au vote du SRDEII, la Région devra s'atteler à la mise en place et en œuvre des nouveaux outils. La fusion de l'Aritt Centre et de Centreco, les deux agences à vocation économique, est acquise. Le maquis des aides sera revu dans le sens d'une « *simplification* » et « *mise en cohérence* » des dispositifs, les maîtres-mots de la nouvelle poli-

tique économique régionale. Il faudra faire converger les très (trop ?) nombreuses aides CAP de la Région et les aides distribuées par les autres acteurs. Autre aspect de la régionalisation de l'action économique : l'entrée prochaine au capital de deux SEM patrimoniales départementales.

Ce vaste chantier demandera du temps et de la diplomatie. Mais le mouvement est inéluctable et la Région, associée aux intercommunalités, sera bel et bien le décideur en dernier ressort de la politique économique sur son territoire.

François-Xavier Beuzon

Affaires

45 • Belles perspectives de croissance pour Ista à Olivet

Filiale d'un groupe allemand mais issue du groupe français Schlumberger, Ista France (720 salariés pour 95 M€ de CA) vient d'installer son centre de services national sur le parc d'activités du Moulin, à Olivet.

Une implantation conquise de haute lutte par les services de Loire&Orléans Éco, l'entreprise ayant d'abord jeté son dévolu sur Nantes. Une bonne prise pour l'agglomération orléanaise tant le marché de ce spécialiste des systèmes de comptage et d'individualisation des consommations d'eau et d'énergie paraît vaste. Dans un immeuble collectif, un simple boîtier de répartition des frais de chauffage posé sur un radiateur et un compteur d'eau individuel peuvent faire chuter la consommation d'énergie de 20 % et celle d'eau de 15 %. La loi impose d'ailleurs l'individualisation des

frais à tous les immeubles pourvus du chauffage collectif d'ici à fin mars 2017.

L'effectif d'Ista à Olivet, actuellement d'une quarantaine de personnes, pourrait doubler d'ici à la fin de l'année, ce qui devrait remplir les 1 000 m² loués dans l'immeuble tout neuf promu par le groupe Lazard. Mais Antoine Prioux, directeur du site, n'exclut pas une croissance encore supérieure, ce qui rendrait nécessaire des embauches supplémentaires et la location d'un autre plateau de bureaux sur place.

45 • Argan cède une plateforme orléanaise à CBRE Global Investors

La foncière Argan, spécialisée dans le développement et la location d'unités logistiques, nous indique qu'elle vient de céder à CBRE Global Investors la plateforme de St-Cyr-en-Val, exploitée par le groupe Geodis ; le site se déploie sur 22 800 m².

La transaction comprend égale-

ment la cession de trois autres sites en région parisienne, et notamment à Marne la Vallée (77). L'ensemble représente 100 000 m² de surface exploitée. Il est entièrement loué pour une durée ferme supérieure à 6 ans, et pour un total de loyers annuels d'environ 5 M€.

37 • Figarol investit à St-Pierre-des-Corps

Spécialisée dans l'impression de textiles grands formats pour les marchés de l'événementiel, Figarol va investir 1,2 M€ sur trois ans au profit de son site de St-Pierre-des-Corps dans une nouvelle imprimante à sublimation qui permettra d'imprimer sur des laizes de cinq mètres de large. Le programme comporte également l'acquisition d'équipements associés. La société avait déjà investi 400 000 € en septembre 2014 dans une machine prototype similaire (cf. *LV n°621*).

Figarol est l'une des composantes du groupe industriel Faire Valoir

(7 M€ de CA sur l'exercice 2015, 44 salariés dont 21 à St-Pierre-des-Corps), dirigé par Mathilde et Frédéric Roux, qui comprend deux autres sociétés (Amega et Imega), toutes deux installées à Changé, près du Mans (72).

36 • Racheté par Linamar, Montupet investit à Diors

L'équipementier automobile français Montupet vient d'être racheté par le fabricant canadien de pièces automobiles en aluminium Linamar (19 500 salariés dans le monde) suite à une OPA ; ce dernier, qui a déboursé 771 M€, détiendra 92,84 % du capital du français. Montupet, qui possède une unité à Diors, vient de décrocher un contrat avec le constructeur auto Daimler qui représente plus de 200 000 pièces supplémentaires.

Pour répondre à la demande, le directeur du site castelroussin Jean-Pierre Bellier indique qu'en-

viron 10 M€ seront investis d'ici à deux ans dans la modernisation des équipements ; plusieurs dizaines d'emplois seront créés.

18 • Poursuite d'activité pour le groupe Deshoulières

En redressement judiciaire depuis juillet 2015, le fabricant poitevin de porcelaine Deshoulières a vu sa période d'observation prolongée jusqu'au 12 juillet par le tribunal de commerce de Poitiers ; la société possède une unité à Foëcy, près de Bourges, dédiée aux articles haut-de-gamme, qui avait été touchée par des suppressions d'emplois à l'automne dernier (cf. *LV n°646*).

Le groupe est propriété, comme la Manufacture impériale de St-Petersbourg, d'un oligarque russe qui exploite deux autres sites en France à Chauvigny (86) et au Dorat (87), spécialisés dans la vaisselle plus courante pour les particuliers et la restauration.

36 • Investissements annoncés chez AR Industries

Trois mois après sa reprise à la barre du tribunal de commerce du fabricant de jantes alu AR Industries (ex-F2R) à Diors (cf. *LV 647*), l'industriel Thierry Morin vient d'annoncer un plan d'investissement de 5 M€. L'enveloppe sera destinée à la modernisation de l'outil de production avec l'acquisition d'une nouvelle cabine de peinture et la remise en état des machines de moulage.

L'objectif est de gagner en productivité en réduisant le taux de rebut sous le seuil des 10 %. Depuis la reprise, une quinzaine de salariés ont été embauchés.

45 • Antea France acquiert le groupe IRH Environnement

La SAS Antea France (61,1 M€ de CA en 2015), dont le siège est à Olivet, vient de finaliser l'acqui-

Focus

Le CA de Plastivaloire bondit

Le plasturgiste tourangeau Plastivaloire a connu une fin d'année 2015 faste avec une progression spectaculaire de son CA sur le premier trimestre de l'exercice 2015-2016 (1^{er} octobre au 31 décembre 2015), soit + 26,7 %, à 131,6 M€.

Si une partie de cette croissance est due aux apports des deux sociétés acquises l'an pas-

sé, l'allemand Karl Hess (12,7 M€ sur la période) et le turc Otosima (2,2 M€), le CA à périmètre comparable à celui du dernier trimestre 2014 augmente de 12,3 %.

L'activité automobile (71 % du CA sur la période) progresse de 22,1 %, tirée par l'entrée en production de nouveaux programmes pour des constructeurs

comme Audi. Le communiqué précise que « la production de rang 1 progresse plus fortement que celle de rang 2 grâce au renforcement des positions du groupe sur le premium, conformément à la stratégie du groupe ». Hors automobile, la facturation est en hausse de 41,2 %, à 21,4 M€, grâce à la mise en production de nouveaux

contrats : coques pour enceintes haut de gamme, robots de cuisine nouvelle génération, pièces de connectique électrique...

Plastivaloire escompte un CA supérieur à 510 M€ sur l'exercice en cours avec une marge d'Ebitda de 10 % ; pour l'exercice suivant (2016-2017), l'objectif est de dépasser 540 M€.

tion du groupe français IRH Environnement ; ce dernier, qui emploie 400 personnes, est à la fois spécialiste de la gestion et du traitement des eaux potables et usées (IRH Ingénieur Conseil) et de la dépollution des sols (ICF Environnement).

Le nouvel ensemble réunit plus de 900 salariés en France pour un CA commun de 100 M€ ; il est filiale, via sa maison-mère Antea Group, du géant néerlandais du conseil en ingénierie de projets Oranjewoud (2,1 Md€ de CA).

37 • Touraine Caoutchouc à Larçay reprise par des salariés

À Larçay, Touraine Caoutchouc (2,4 M€ de CA, 18 salariés), qui vend et assure la maintenance des bandes de caoutchouc utilisées dans des convoyeurs industriels, change de mains. Elle vient d'être reprise par Jean-Christophe Laisnard et Sébastien Renault, deux salariés de la société qui se partagent désormais à parité le capital de l'entreprise.

Ce projet de reprise a été accompagné par Initiative Touraine, un

fonds soutenu par la Région, la Caisse des Dépôts ainsi que la Caisse d'Épargne Loire-Centre, qui a accordé un prêt d'honneur de 30 000 € aux repreneurs.

37 • Regroupement chez les céréaliers tourangeaux

La SAS Durand (29 salariés, 30 M€ de CA), un négociant de céréales et distributeur d'approvisionnements agricoles de L'île-Bouchard, a fait l'acquisition de l'un de ses concurrents, la SARL Gallé, de Channay-sur-Lathan : dirigée par Anne et Philippe Durand, la société familiale éponyme collecte 100 000 tonnes de grains par an : grâce à cet achat, elle augmente sa collecte de 20 000 tonnes. Denis Gallé, gérant de l'entreprise absorbée, intègre Durand : il emploie 6 personnes pour un CA de 6 M€, dont 2,3 M€ en approvisionnement.

41 • Cap'Ciné s'agrandit à Blois

Le complexe cinématographique Cap'Ciné de Blois va s'agrandir. Le multiplexe ouvrira deux nou-

velles salles de taille moyenne en juin prochain afin d'augmenter la capacité d'accueil de 237 fauteuils. L'objectif de Cap'Ciné est de passer à 420 000 entrées par an, contre 390 000 actuellement. Environ 3 M€ de travaux sont prévus ; cette enveloppe comprend également la rénovation des neuf salles existantes et la restructuration du hall d'entrée afin qu'il soit modulable pour permettre l'accueil d'événements et de réceptions d'ici à l'automne prochain.

28 • Alban Muller inaugure un centre de R&D à Fontenay

Le fabricant d'ingrédients cosmétiques naturels Alban Muller International vient d'inaugurer son nouveau centre de R&D, situé à proximité de son siège et de son unité de production à Fontenay-sur-Eure. La structure est composée d'un laboratoire « ingrédients » dédié au développement de principes actifs high-tech rentrant dans la composition de ces produits et un second « cosmétique » pour la fabrication de produits finis. Le groupe Alban Muller

Focus

Le site DHL de Meung-sur-Loire bénéficie du contrat Dyson

Le transporteur logisticien DHL vient d'annoncer le renouvellement d'un important contrat avec le fabricant d'électroménager Dyson qui commercialise ses produits via un réseau de revendeurs

(grande distribution, enseignes d'équipement de la maison ou de bricolage), ainsi qu'au moyen de son site de vente en ligne shop.dyson.fr et de son magasin parisien. L'ensemble des com-

mandes du fabricant est géré sur le site DHL Supply Chain de Meung-sur-Loire, depuis la gestion des stocks jusqu'au pilotage du transport et des livraisons. Au total, les volumes traités chaque an-

née représentent plus de 14 000 commandes pour la distribution indirecte ; à ces volumes s'ajoutent ceux générés par la vente directe qui seraient en forte croissance.

International est membre du pôle de compétitivité Cosmetic Valley, dont Alban Muller est le président d'honneur.

36 • L'imprimerie Matarese cherche à s'étendre

Actuellement installée sur 600 m², l'imprimerie Matarese, qui emploie une douzaine de salariés à Châteauroux, est à la recherche de locaux plus vastes afin d'accompagner son développement, de récents investissements lui ayant permis de dépasser 1 M€ de CA l'an passé.

La société vient, par ailleurs, de décrocher le label FSC qui assure la traçabilité complète du papier depuis l'arbre ou son recyclage. Ce label va lui permettre de s'ouvrir à de nouveaux marchés : cer-

tains donneurs d'ordres comme Leclerc demandent en effet une certification de leurs sous-traitants.

45 • Philippe Ravoire rachète BBV Imprimerie à Orléans

Après avoir acquis Prévost Offset (2,14 M€ de CA) à St-Jean-de-la-Ruelle en début d'année dernière, Philippe Ravoire, l'ex-dirigeant du spécialiste de l'emballage carton LGR Emballages, récidive.

Il annonce avoir racheté l'orléanais BBV Imprimerie (687 200 € de CA sur l'exercice 2014-2015), spécialisé dans les petites et moyennes séries. Le nouveau propriétaire a prévu d'investir rapidement dans le parc machines de BBV Imprimerie et de diversifier son offre de services vers le façon-

nage. Prévost Offset et BBV Imprimerie seront regroupées au sein du groupe Imprimis.

41 • Avis favorable pour CLMTP à Gièvres

L'entreprise de travaux publics ferroviaires CLMTP, dont nous avons évoqué le projet de valorisation de déchets ferroviaires sur le site des Alcools à Gièvres (*cf. LV n°648*), a obtenu un avis favorable de la commission d'enquête. Celle-ci a cependant émis une réserve concernant l'efficacité du système de traitement des eaux pluviales de ruissellement qui doit faire l'objet d'une étude plus approfondie ; CLMTP va engager un bureau d'études spécialisé pour mener cette nouvelle analyse. Le projet pourrait générer une cinquantaine d'emplois.

JOURNÉE Jeudi 10 mars 2016 PORTES OUVERTES

On a tous droit à l'égalité professionnelle

1 journée pour changer de vie (professionnelle)

Rendez-vous de **9h à 12h** et de **14h à 16h** dans nos centres Afpfa.

Consultez la liste des centres participants sur www.plusieursviespro.fr

Femmes/Hommes osez d'autres métiers

Peintre en bâtiment, technicien(ne) d'assistance en informatique, soudeur(se), secrétaire, assistant(e) de vie aux familles ... LE JEUDI 10 MARS, venez découvrir avec nos formateurs et stagiaires, les formations qui mènent à l'emploi. Bénéficiez des conseils personnalisés de nos équipes et de notre réseau de partenaires pour financer votre formation et garantir sa réussite.

A l'Afpfa tous les métiers se conjuguent aux féminin et masculin.



2160073 - © Illustration Benoit Tariff



Aménagement

41 • Les archives départementales bientôt à Vineuil

Les archives départementales, actuellement rue Louis-Bodin à Blois, vont déménager dans les anciens locaux d'Axa à Vineuil. Le site va être réaménagé afin d'accueillir 12 km d'archives.

Le cabinet d'architecture AAUP Kautz sera en charge du programme qui comprend la construction d'un bâtiment de 5 300

m² sur deux niveaux. Le montant de l'opération s'élève à 4,8 M€, dont 226 000 € pour le mobilier. Le déménagement devrait avoir lieu en 2018.

28 • Un centre d'interprétation à Chartres en 2019

Le centre d'interprétation de Chartres, prévu sous le parvis de la cathédrale Notre-Dame, devrait voir le jour en 2019. Conçu

comme un hall d'exposition, ce site touristique semi-enterré aura vocation à prolonger la visite de la cathédrale, en décryptant ses secrets de construction, ses défis architecturaux et son sens historique et religieux ; il intégrera un forum gallo-romain découvert dans les années 1990.

La réalisation du projet, dont le montant est estimé à 15 M€, a été confiée à l'agence nantaise Forma 6 associée à l'urbaniste parisien Michel Cantal-Dupart.

Immobilier

37 • 350 logements à la place d'Orange, à Tours-Grandmont

Cet été, le promoteur Icade procédera à la démolition du bâtiment qu'occupera jusqu'à cette période l'opérateur de téléphonie Orange dans le parc de Grandmont, au sud de Tours, pour construire trois résidences : l'une, de 170 logements, sera destinée aux étudiants, la seconde, de 100 logements, à des seniors, et la troisième, de 80 logements, à des habitations privées.

Les travaux devraient démarrer à la rentrée, après démolition de l'existant, et se poursuivre durant

deux ans. Orange rejoindra au mois de juillet le quartier des Deux-Lions.

37 • La CNAV acquiert le site du collège Paul Valéry à Tours

La Caisse Nationale d'Assurance Vieillesse (CNAV) va acquérir pour 1,5 M€ l'emprise foncière et les bâtiments du collège Paul Valéry situé avenue du Bois-Aubry à Tours-Nord. Le compromis de vente devrait être signé en mai prochain après le déroulement d'une enquête publique.

Les dirigeants de la CNAV souhaitent utiliser cette nouvelle res-

source immobilière, après la réalisation d'importants travaux de réaménagement, pour desserrer l'actuelle plateforme de la rue Louis Jouhanneau qui sera naturellement conservée. A terme, les deux sites de Tours-Nord pourraient employer près de 900 collaborateurs – contre 700, aujourd'hui, pour la seule unité de la rue Louis Jouhanneau –, ce qui ferait de cet ensemble tourangeau la plus importante implantation provinciale de la CNAV.

Le collège Paul Valéry avait été réintégré dans le patrimoine communal en juin 2014 après sa fermeture décidée par le Conseil départemental.

Numérique

RCVL • French Tech : le Lab'O et Mame ouvrent en avril

« Nous ouvrirons les deux sites en même temps, au mois d'avril », ont annoncé fin janvier les maires de Tours, Serge Babary, et

d'Orléans, Olivier Carré, lors d'une réunion consacrée à leur initiative commune French Tech Loire Valley.

À Tours, l'incubateur de startups occupera le bâtiment de l'ancienne imprimerie Mame, tandis qu'à Orléans, le Lab'O prendra

place dans l'ancienne usine Famar-Novartis du Champ de Mars : les deux sites offrent curieusement la même surface disponible : 14 000 m².

Au programme 2016 de la French Tech Loire Valley figurent un « Global Service Jam » consacré au

design de services (Orléans du 27 février au 1^{er} mars), des « Startup Weekend » à Orléans du 20 au 22 mai et à Tours aux 3^e et 4^e trimestres, un festival digital « Dreamhack » à Tours du 14 au 16 mai, et des conférences TEDx le 3 juin à Tours et le 17 juin à Orléans.

45 • Une start-up US de l'impression à Malesherbes

Créée en fin d'année dernière, la société Epac Systèmes, filiale du groupe américain Epac Technologies, de San Leandro (Californie), devrait employer d'ici à quel-

ques mois une vingtaine de personnes à Malesherbes à l'impression numérique de livres à faible tirage.

Elle s'installera derrière l'unité du logisticien pour éditeurs Interforum, dans des locaux en cours de réaménagement.

Carnet

RCVL • Philippe Brugallé devient dg de Spie Ouest-Centre

Le groupe Spie vient de nommer Philippe Brugallé au poste de directeur général de sa filiale Spie Ouest-Centre, dont il était précédemment dg délégué. Il succède à Pascal Poncet qui devient dg de Spie Sud-Est. Spie Ouest-Centre propose un large éventail de services en installations générales électriques, réseaux extérieurs, télécoms, génie climatique et fluides, génie mécanique et process industriels ; elle est implantée à

Nogent-le-Rotrou et Gellainville, Bourges, Blois, Châteauroux, Chambray-lès-Tours et St-Jean-de-Braye.

RCVL • Éric Picquot, délégué territorial de l'Apec

Depuis le 1^{er} janvier, Éric Picquot est le délégué territorial de l'association pour l'emploi des cadres (Apec) en région Centre-Val de Loire. Âgé de 55 ans, il a exercé les mêmes fonctions en Poitou-Charentes-Limousin, puis dans le Nord-Pas de Calais.

RCVL • Bruno Pelatan directeur régional de BNP Paribas

Changement de gouvernance à la direction régionale de BNP Paribas. Bruno Pelatan, 50 ans, vient de prendre le poste de directeur régional de l'établissement dont le siège régional est à Orléans ; il succède à Christian Saes.

Il sera à la tête des départements du Loiret, de l'Eure-et-Loir et du Cher, soit 33 agences et près de 250 collaborateurs. Bruno Pelatan occupait précédemment des fonctions similaires à Dijon.

Bulletin d'abonnement

A retourner à MCM Presse - BP 92031 - 37020 Tours Cedex 1

Je soussigné

- souscris un abonnement d'un an (23 numéros de la lettre bimensuelle + les magazines hors-séries) à La Lettre Valloire. J'adresse un chèque de 370 € (tarif 2016).**
- souscris un abonnement d'un an à Lettre Valloire + (éditions imprimées, envoi e-mail de La Lettre Valloire bihebdomadaire). J'adresse un chèque de 470 € (tarif 2016).**

Une facture (TVA à 2,1 %) est automatiquement adressée après la réception conjointe de l'abonnement et du paiement.

Entreprise ou organisation

Fonction dans l'entreprise

Adresse Code postal

Ville Tél.

Fax E-mail

Directeur de la publication : François-Xavier Beuzon - **Rédaction :** François-Xavier Beuzon, Jean-Christophe Savattier, Aurélie Voureau (édition) et les correspondants à Orléans (Bruno Villeneuve) et Chartres (Stéphane Messer).

Diffusion : Nadine Gomès - **Publicité :** AN Média (Aline Noirot) 07 78 25 26 87 - **Siège social :** 14 bd Heurteloup - 37000 Tours - 02 47 70 60 00 - contact@lettrevalloire.com - Tarif de l'abonnement 2016 : 370 € (avec la lettre bihebdo : 470 €) - **Imprimerie :** Dupli-print (Domont) - Édité par **MCM Presse** - SAS au capital de 160 000 € - R.C.S. B 450 613 591 Tours - Numéro de commission paritaire : 0121 | 85872 - ISSN 0986-6523 - Dépôt légal à parution - Droits de reproduction et de diffusion réservés. © La Lettre Valloire 2016. www.lettrevalloire.com

Signature et cachet

François Bonneau élu président délégué de l'ARF

Le président (PS) du conseil régional Centre-Val de Loire François Bonneau a été élu président délégué de l'association des régions de France (ARF), une structure qui regroupe les dix-huit Régions françaises (y compris celles d'Outre-Mer) pour les représenter auprès des pouvoirs publics. Le président est Philippe Richert, président (LR) de la Région Alsace-Champagne-Ardenne-Lorraine. Les délégations de compétence n'ont pas encore été attribuées mais François Bonneau pourrait retrouver celle de l'éducation qu'il détenait jusqu'à présent.

Nicolas Sarkozy chouchoute les chasseurs

Pierre Charon, sénateur (LR) et ancien président du Domaine de Chambord, tente de rallier les 1,4 million de chasseurs à la candidature de Nicolas Sarkozy à la primaire de la droite et du centre. On dit que le sénateur de Paris n'aurait pas ménagé sa peine auprès de son col-

Point de vue

Reniement

Du discours du Bourget à la loi El Khomri ! Le parcours politique sinueux du quinquennat a été celui des reniements d'une gauche de gouvernement emportée par le principe de réalité. Les socialistes français, dont une frange se réclame encore de la doxa marxiste, tentent de se rallier à l'économie de marché dans un climat de liquidation idéologique.

Mais cette conversion, qui doit beaucoup aux calculs politiques du Prince de la synthèse dont l'autorité s'effiloche de jour en jour, ne doit pas faire illusion ; ne fait pas Bad-Godesberg qui veut (du nom du congrès du SPD qui entérina en 1959 la reconnaissance du marché par les socialistes allemands). Et les primaires socialistes pourraient marquer le retour bruyant des surenchères de la gauche de la gauche qui, elle, n'a pas abdicé.

lègue du Loiret Jean-Noël Cardoux, président du groupe Chasse et Pêche au Sénat, récemment parti en guerre contre le projet d'interdiction de la chasse le dimanche, et auprès d'autres relais cynégétiques, dont Bernard Baudin, président de la Fédération nationale des chasseurs, conseiller départemental et municipal de Nice et proche de Christian Estrosi.

Jean-Noël Cardoux serait plutôt favorable à la candidature de Nicolas Sarkozy, tandis que l'autre sénateur LR du Loiret, Éric Doligé, favorable à François Fillon, observe que *« Nicolas Sarkozy avait marqué des points au sein de la droite sénatoriale. »*

Nouveaux présidents dans l'Indre et l'Indre-et-Loire

Sans surprise, Serge Descout a été élu président du conseil départemental de l'Indre. Âgé de 66 ans, cet exploitant forestier en retraite est élu du canton de La Châtre – ville dont il fut le maire de 2004 à 2005, durant le passage de Nicolas Forissier au gouvernement – et il était jusqu'alors 5^e vice-président délégué au tourisme, à la culture et au patrimoine et rapporteur du budget.

En Indre-et-Loire, c'est Jean-Gérard Paumier (LR) qui succédera à Jean-Yves Couteau (UDI), décédé le 9 février des suites d'une longue maladie. L'actuel 1^{er} vice-président du conseil départemental d'Indre-et-Loire, maire de St-Avertin, a été désigné par la majorité LR-UDI à la suite d'un scrutin à bulletins secrets. Il devait être élu à la tête de l'exécutif à la session du 23 février, après notre date de bouclage.

Bourges et Châteauroux se comparent

Soumis – comme tous les responsables de collectivités – à de fortes contraintes financières, Pascal Blanc (UDI) et Gil Avérous (LR), respec-

tivement maires de Bourges et Châteauroux et présidents de leurs deux communautés d'agglomération, se sont rencontrés afin de comparer leurs situations budgétaires et la contribution de leurs agglomérations aux économies de fonctionnement.

Force est de constater qu'à l'issue de ce test comparatif, la collectivité castelroussine tire son épingle du jeu, notamment grâce à une meilleure mutualisation des services et une intégration des investissements plus performante que son homologue et voisine berruyère.

Fusion logique

Selon nos informations, la fusion des deux centrales d'achat régionales, Approlys et Centr'Achats, pourrait finalement être mise à l'étude par les deux conseils d'administration.

Cette proposition qui figurait dans le programme du candidat Philippe Vigier, mais avait été écartée par François Bonneau durant la campagne des élections régionales, aurait finalement convaincu de sa pertinence la majorité sortie des urnes le 13 décembre. Il est vrai qu'une mutualisation des organismes chargés de mutualiser les achats des collectivités territoriales relève d'une certaine logique.

Le Malesherbois selon la charte

Première commune nouvelle créée dans le Loiret sur la base d'une communauté de communes, Le Malesherbois (8 100 habitants), a élu son maire le 6 janvier. Le duel féminin a été remporté de justesse, à 6 voix d'écart (47 contre 41), par Delmira Davilliers, maire de Malesherbes, qui était opposée à Marie-Françoise Fautrat, maire de Nangeville et présidente de l'ancienne communauté de communes du Malesherbois.

Marie-Françoise Fautrat était d'autant plus déçue qu'elle s'était fortement investie dans les travaux préparatoires à la création de la nouvelle entité : « Les maires des sept communes fondatrices ont signé une charte qui garantissait à chacun une juste représentativité. Mais ce n'est pas le cas ! », regrette-t-elle. Deux communes ont, en effet, été « oubliées » : Mainvilliers et ... Nangeville !